



BURKINA FASO



Etat des lieux de l'avancement et de la planification de la gouvernance et réforme du secteur de la sécurité (GRSS)

Le DCAF a organisé une session de travail avec le comité consultatif composé des principaux points de contact des institutions et organisations burkinabè partenaires, du 10 au 14 juillet 2023 à Ziniaré. L'atelier qui a réuni une vingtaine de participants dont 14 femmes a permis de développer des feuilles de route consensuelles concernant la mise en œuvre des recommandations des trois conférences régionales ayant eu lieu plus tôt dans l'année à Ouagadougou, Bamako et Niamey. Cette session a également servi de cadre pour présenter les résultats atteints et l'état d'exécution des activités du programme danois et norvégien et de susciter et favoriser une appropriation des objectifs et domaines d'intervention de DCAF par les partenaires nationaux. Cette troisième session du comité consultatif a finalement permis de questionner l'impact du calendrier électoral défini par la charte de la transition, la plus-value d'une nouvelle Constitution au Burkina Faso au regard du contexte et des défis et les priorités de la gouvernance et réforme du secteur de la sécurité suite à l'adoption de la loi et politique de sécurité nationale. Les participants estiment qu'il n'est pas possible de tenir des élections en juillet, car il s'agit d'une période pluvieuse et que le contexte sécuritaire représente un obstacle trop important. Concernant la rédaction d'une nouvelle constitution, les participants ne trouvent pas de plus-value dans l'exercice et estiment prioritaire de renforcer les institutions existantes.



Atelier de sensibilisation sur la gestion des ALPC

Avec le soutien du DCAF, la Commission nationale du contrôle des armes (CNCA) réalise une tournée de sensibilisation des acteurs de la société civile sur la gestion des armes légères et de petit calibre (ALPC) en mai à Kaya puis en juin à Bobo-Dioulasso. Une nouvelle session a été organisée, toujours à destination des forces de défense et de sécurité (FDS) et des organisations de la société civile (OSC) à Banfora du 18 au 19 juillet. Un total de 42 participants dont sept femmes ont renforcé leur compréhension des enjeux liés à la prolifération des ALPC grâce aux discussions entre les différents corps des FDS et les OSC. Les échanges ont également permis de connaître le mandat et les attributions de la CNCA et de situer le rôle de chaque acteur dans la



Atelier de sensibilisation à la gestion des ALPC au profit des OSC féminines et en charge du genre

Dans le cadre de la lutte contre la prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres (ALPC), la Commission nationale du contrôle des armes (CNCA) a organisé, avec le soutien du DCAF, un atelier de sensibilisation au profit des OSC féminines et en charge du genre du 30 au 31 août à Ziniaré. Les femmes jouent un rôle capital dans la gestion des ALPC, d'où leur forte présence à cette formation (15 femmes sur 21 participants). Deux jours durant, les participants ont découvert en profondeur les cadres juridique et institutionnel de la gestion des ALPC. Les personnes présentes ont montré beaucoup d'intérêt et certaines ont accepté de partager leurs avis : « Je n'avais pas ces informations autour des ALPC. Cette formation m'a sorti de mon ignorance. Quand on évoque la question des armes, les gens sont perplexes et réticents » explique une participante. « Moi j'ai dû aller au commissariat demander au commissaire d'appeler mon mari pour l'informer que je dois participer à une formation sur les ALPC. C'est une question sensible, mais vu la pertinence, je pense que les formations doivent se multiplier pour d'abord démystifier les mentalités et impliquer les uns et les autres dans la lutte contre la prolifération des ALPC qui est un véritable fléau dans la Sous-région » affirme une autre participante. Les participants, membres de diverses organisations communautaires, entendent jouer pleinement leur rôle de relais dans leurs localités respectives.

MALI



Atelier de formation des élus de six communes et du gouvernorat du district de Bamako

Du 10 au 11 août, le Gouvernorat du district de Bamako, a organisé en partenariat avec le DCAF, un atelier de formation pour les élus communaux et le personnel des mairies des six communes du district de Bamako ainsi que pour son propre personnel sur la gouvernance inclusive du secteur de la sécurité. Pendant deux jours, les participants ont appris et échangé sur les notions de sécurité, réforme du secteur de la sécurité (RSS), missions des forces de sécurité, police de proximité, rôles des organisations de la société civile et les liens entre sécurité et genre. Cette formation a permis aux 28 bénéficiaires, dont six femmes, de renforcer leur compréhension de la sécurité et des enjeux liés à la RSS afin qu'ils puissent au mieux jouer leur rôle dans les comités consultatifs de sécurité aux niveaux régional et communal. La formation était assurée par un pool de formateurs issus de DCAF et de ses partenaires techniques et institutionnels, notamment le Commissariat National à la réforme du secteur de la sécurité (CNRSS), l'Alliance Citoyenne pour la RSS (AC-RSS), les Directions Générales de la Police et de la Gendarmerie nationales et le gouvernorat du district de Bamako.



Séminaire de formation des services d'inspection au contrôle financier

Du 14 au 18 août, le DCAF a co-organisé avec EUCAP-Sahel un séminaire de cinq jours au profit des inspecteurs des services d'inspections généraux et décentralisés. Pendant cinq jours, trente inspecteurs ont approfondi leurs connaissances en comptabilité et se sont approprié les outils d'audit susceptibles d'être mobilisés pour le contrôle de la comptabilité. Cette formation permettra aux participants de mener efficacement des audits et des contrôles de l'application de la comptabilité dans les services de sécurité dont ils sont en charge. Des experts de haut niveau (Experts-comptables, Auditeurs séniors, nationaux et internationaux) ont été mobilisés pour dispenser un enseignement participatif, pour contribuer à apporter des solutions aux difficultés rencontrées par les inspecteurs et par voie de conséquence, consolider le rôle des inspections et améliorer l'efficacité des services de sécurité.



Formation au leadership et à la gestion des risques des femmes élèves sous-officiers de la police

La direction générale de la police nationale a organisé, en partenariat avec le DCAF, une session de formation en matière de leadership et de gestion des risques personnels pour les 1015 femmes élèves sous-officiers qui achèveront leur cycle de formation initiale en septembre 2023 avant d'être déployées à travers le territoire national. L'objectif général de ce cycle de formation est de renforcer les aptitudes professionnelles et la confiance des jeunes femmes policières pour leur permettre de débiter leur carrière avec assurance. Cet événement symbolise l'engagement du DCAF et de la hiérarchie policière pour renforcer le rôle du personnel féminin en tant qu'actrices de la détection du crime, du maintien et de la préservation de l'ordre public.

MAURITANIE



Atelier de coordination avec les partenaires nationaux

Le 13 juillet à l'Hôtel l'Azalaï de Nouakchott, le DCAF a organisé un atelier de restitution et de coordination stratégique. L'activité, qui a mobilisé vingt-cinq participants, dont cinq femmes, issues de l'Assemblée nationale, de la société civile et des organes de contrôle financier (Cour des Comptes, Inspection Générale d'Etat, Autorité de Régulation des Marchés Publiques), fut l'occasion de faire le point sur les recommandations de la Conférence régionale de mars 2023 à Ouagadougou au sujet de la transparence et responsabilité financière dans le secteur de la sécurité, à laquelle une délégation mauritanienne de cinq personnes était associée. Les échanges ont permis de mettre en lumière les spécificités du contexte mauritanien à considérer dans une perspective d'appropriation nationale des recommandations. Dans le même temps, les participants ont dressé le bilan des domaines de renforcement de capacités qui va façonner les prochaines activités de formation à réaliser à leur endroit. Le DCAF, actif en Mauritanie depuis avril 2021, accompagne les acteurs étatiques et non-étatiques mauritaniennes dans le renforcement des procédés de contrôle financier dans le secteur de la sécurité.

NIGER



Mission parlementaire dans la région d'Agadez

Le DCAF a soutenu une mission parlementaire de la Commission des Affaires Générales et Institutionnelles (CAGI) qui s'est déroulée du 14 au 19 juillet dans la région d'Agadez. Composée de cinq parlementaires (dont une femme) et de deux fonctionnaires parlementaires (dont une femme), la mission a évalué l'impact de la loi sur le trafic de migrants et a contrôlé l'effectivité du droit d'accès à la justice et le respect des normes de détention à travers une étude d'impact des dernières réformes judiciaires, notamment sur les chambres criminelles. En passant par les villes d'Agadez, Arlit et Assamaka, la délégation a rencontré les autorités compétentes et les responsables des camps de migrants (OIM et COOPI) pour discuter des conditions d'accueil et de prise en charge de ces migrants. A cause de la suspension du parlement une semaine après la mission, la CAGI n'a pas eu le temps de publier le rapport de mission qui devait contenir des recommandations pour améliorer les faiblesses identifiées.



Restitution et validation de l'étude sur les ALPC

Du 18 au 19 juillet, la Commission Nationale pour la Collecte et le Contrôle des Armes Illicites (CNCCAI) a organisé, en partenariat avec le DCAF, un atelier de restitution du rapport de l'étude sur les armes légères et de petit calibre (ALPC). L'étude effectuait un état des lieux des cadres juridiques et opérationnels du Niger en matière de contrôle d'ALPC et l'atelier a permis de présenter les résultats aux 23 participants dont deux femmes, issus des forces de défense et de sécurité, d'organisation de la société civile et d'organisation internationales partenaires. Après amendement et discussion, les participants ont validé l'étude et se sont accordés sur des recommandations concrètes, telles que l'instauration d'un système de marquage des armes dès l'achat, l'organisation de campagnes de sensibilisation auprès de la population sur la prolifération et l'utilisation abusive des ALPC et la mise en place de normes nationales sur la gestion et le stockage d'armes et de munitions. La CNCCAI a salué le travail du DCAF car « cette étude est la première qui parle spécifiquement des ALPC au Niger ».

Révision du programme dans le contexte post coup d'état militaire au Niger

Le 26 juillet, la démocratie a subi un coup dur au Niger lorsque le président élu Mohammed Bazoum a été renversé par le chef de la garde présidentielle, le général Tchiani. À la lumière de ce changement anticonstitutionnel de gouvernement, la coopération internationale en matière de gouvernance du secteur de la sécurité a été suspendue. La pause des projets du DCAF financés par l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni a permis la révision des programmes et leur adaptation au nouveau contexte. Le bureau du DCAF à Niamey a mis en place un mécanisme de suivi stratégique fournissant une analyse régulière des parties prenantes, à partir de laquelle l'équipe du Niger a élaboré des scénarios pour évaluer l'impact du coup d'État sur la programmation. Compte tenu du contexte politique, les réformes transformationnelles du secteur de la sécurité ne sont pas réalisables, ni souhaitables, étant donné le manque prévisible d'inclusivité des structures de transition et le risque de légitimer les acteurs du coup d'État. Cependant, il existe toujours une opportunité et un besoin de s'engager au Niger sur des questions critiques de gouvernance du secteur de la sécurité en se détournant de l'appui institutionnel au profit d'approches plus centrées sur les personnes et traitant de la sécurité humaine par le biais d'une collaboration avec les organisations de la société civile. Suivant cette logique d'intervention, le DCAF a revu les cadres logiques de ses projets et espère reprendre son travail avec les partenaires de contrôle civils au Niger.

Découvrez notre rapport annuel 2022

En 2022, le DCAF a participé à améliorer la sécurité des personnes et des Etats partout dans le monde. [Cliquez ici pour découvrir comment en lisant notre rapport annuel 2022.](#)



Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à `{{contact.EMAIL}}`
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)